

Le texte que l'on trouvera ci-dessous, tout comme celui qui le précède, a été rédigé dans des délais beaucoup trop courts pour pouvoir traiter tout le sujet. Il apporte donc quelques éléments de réflexion sur les nationalisations, complétant ainsi l'étude précédente faite sous l'angle essentiellement économique. L'objet de ce second texte est de formuler les fondements de notre polémique avec les courants réformistes (PC, CFDT, etc, ...) qui détournent les luttes ouvrières de leurs objectifs en leur offrant la perspective d'une défense du Secteur public et nationalisé contre ... le capitalisme !

-
SUR LES NATIONALISATIONS

Quelques notes

----- par Arsène -----

I. LE SECTEUR PUBLIC ET NATIONALISE COMME REGULATEUR.

Même si elles ont été faites de manière empirique, même si des facteurs politiques ont joué plus que les facteurs économiques, les nationalisations ont permis une certaine régulation de l'économie capitaliste. Par les commandes d'Etat, par les investissements dans le secteur public et nationalisé, les capitalistes se donnent les moyens d'influer sur le niveau de la consommation intérieure. Par exemple lorsqu'après la dévaluation de 1969, il fut question de restreindre la consommation intérieure en vue de dégager des stocks pour l'exportation, le gouvernement ne s'en prit pas aux particuliers tout de suite ; il bloqua les fonds destinés aux investissements du secteur public et nationalisé, il modifia tous les projets même en cours de réalisation. Ce type d'intervention au niveau budgétaire ne pouvait avoir qu'un résultat : une baisse d'activité importante dans toute une série de secteurs (recherche, construction de piles atomiques). A cette occasion, on fit passer dans les faits le projet Simon NORA concernant la SNCF, la RATP et le secteur Sante.

Dans ce texte, nous appellerons "SPN" le secteur public et nationalisé.